



Elections européennes, 9 juin 2024

Evaluation des programmes



#Transparence #Intégrité #Anticorruption

NOS 8 PROPOSITIONS

DIRECTIVE
ANTICORRUPTION

LUTTER CONTRE
L'ARGENT SALE

DÉFENDRE
L'ÉTAT DE DROIT

SOUTENIR LA
SOCIÉTÉ CIVILE



Elections européennes, 9 juin 2024

MANIFESTE
pour une **Europe**
plus transparente,
plus intègre et
mieux armée contre
la corruption

SOUTENIR L'UKRAINE
ET SANCTIONNER LA
RUSSIE

UN PROCESSUS
D'ÉLARGISSEMENT
EXIGEANT

DIRECTIVE
LOBBYING

TIRER LES LEÇONS
DU QATARGATE

DIRECTIVE ANTICORRUPTION : Après le Qatargate, la Commission a préparé un projet de directive de lutte contre la corruption qui n'a pas pu être adopté avant la fin de la législature. L'objectif est de tirer vers le haut toutes les législations nationales. Son sort est incertain et pour nous, il s'agit d'une priorité. L'idée d'une directive visant la répression de la corruption à Bruxelles par des institutions européennes, et non pas la justice belge, est intéressante et complémentaire.

LUTTE CONTRE L'ARGENT SALE : l'Union européenne et les Etats-membres disposent de législations importantes contre le blanchiment (la 6ème directive antiblanchiment vient d'être adoptée en fin de législature). Cet enjeu appelle des adaptations permanentes pour être vraiment efficace. Avec la lutte contre l'opacité financière et les paradis fiscaux, la lutte contre l'argent croise souvent la question de la fraude fiscale, mais les deux enjeux sont distincts.

DÉFENDRE L'ETAT DE DROIT : Les dernières années ont vu certains Etats membres s'éloigner des standards démocratiques qui sont l'ADN de l'Union européenne. Des institutions judiciaires indépendantes sont indispensables à la lutte contre la corruption. Les attaques contre l'Etat de droit ne sont pas innocentes et participent souvent à une réduction des contre-pouvoirs et à un rétrécissement de la démocratie. Les procédures internes de l'UE ont été mises à l'épreuve et doivent être renforcées.

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE : Dans la lutte contre la corruption et les abus de pouvoir, la société civile a un rôle à jouer. Les citoyens doivent pouvoir s'organiser librement pour contester et protester. La presse doit pouvoir travailler librement sans subir de censure du pouvoir politique comme du pouvoir économique. Les législations européennes et nationales doivent protéger plus efficacement les lanceurs d'alerte.

SOUTENIR L'UKRAINE ET SANCTIONNER LA RUSSIE. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine en février 2022, l'Union européenne a adopté plusieurs trains de sanctions qui devraient être plus efficaces et laisser moins de trous béants pour protéger certains intérêts. Cette action est d'autant plus vraie que l'Union européenne a été trop longtemps trop accueillante pour les kleptocrates russes. L'UE doit accompagner l'Etat ukrainien qui devra poursuivre ses efforts pour éradiquer la corruption qui est un facteur de faiblesse.

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT : l'Union européenne a ouvert une perspective d'élargissement pour de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, et même du Caucase. Il existe un risque que la procédure d'élargissement soit d'abord guidée par des considérations géopolitiques en sacrifiant les exigences démocratiques. Ce serait une erreur pour l'Europe, comme pour les candidats dont les sociétés civiles exigent des progrès en matière de démocratie, d'Etat de droit et de lutte contre la corruption.

DIRECTIVE LOBBYING : Au sein des institutions de l'UE, la question du lobbying est d'autant plus sensible que les enjeux économiques sont énormes. La réglementation européenne est intéressante, mais elle reste trop souvent théorique faute de contrôles et de sanctions. Par ailleurs, TIF demande l'adoption d'une directive lobbying qui crée une dynamique continentale pour protéger l'intérêt public en régulant l'activité des lobbys. Sur les 27 Etats membres, 12 n'ont pas de législation encadrant le lobbying !

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE : En décembre 2022, le petit monde de l'UE a été secoué par le scandale du Qatargate au Parlement européen. La réponse politique n'a pas été à la hauteur. Il faut aujourd'hui modifier les règles (pantouflage, argent), prévoir des interdictions strictes (les trop nombreuses activités annexes des députés) pour changer que les acteurs de la politique européenne apprennent à être contrôlés, à être plus transparentes et sanctionnés quand il le faut. L'organe éthique indépendant créé in extremis en 2024 n'est pas à la hauteur de l'enjeu.




LES 10 PROGRAMMES ÉVALUÉS

- Les Républicains « Maîtriser notre destin »
- Rassemblement national « La France revient, l'Europe revit »
- Parti communiste « Reprenons la main »
- Reconquête « Notre projet pour l'Europe des nations et de la civilisation »
- Nouvelle Donne « Programme Europe 2024 »
- Ecologistes « Socle programmatique »
- Parti socialiste/Place publique « Réveiller l'Europe »
- La France Insoumise « Programme de l'Union populaire »
- Ecologie Positive&Territoires « Programme »
- Renaissance « Besoin d'Europe »

ÉVALUATION

Les 8 enjeux Transparency International France guident l'évaluation des programmes des listes.

Pour chacun des 8 enjeux, nous évaluons la manière dont le programme publié par chacune des listes y répond. Nous avons déterminé trois niveaux :

-  non-prise en compte de l'enjeu ou réponse opposée à nos préconisations,
-  prise en compte partielle de l'enjeu,
-  prise en compte satisfaisante de l'enjeu.

Nous évaluons la manière dont l'enjeu est pris en compte et traité, pas si la liste reprend exactement la proposition de Transparency International France.

L'évaluation porte sur les programmes publiés par les listes. Certains programmes sont très consistants avec plusieurs centaines de propositions précises, d'autres sont plus rapides. Dans tous les cas, parler ou ne pas parler de corruption, de lutte contre le blanchiment, d'encadrement du lobbying ou des conséquences du Qatargate est significatif de la manière dont les listes considèrent l'intégrité comme un enjeu.

ÉVALUATION GLOBALE

Les 10 programmes évalués se répartissent en 4 groupes en fonction du traitement des 8 enjeux défendus par Transparency International France.

**TRÈS
INSATISFAISANT**

RASSEMBLEMENT NATIONAL
RECONQUÊTE
LES RÉPUBLICAINS

INSATISFAISANT

RENAISSANCE
PARTI COMMUNISTE

**ASSEZ
SATISFAISANT**

ÉCOLOGIE RÉALISTE

**TRÈS
SATISFAISANT**

LA FRANCE INSOUMISE
LES ÉCOLOGISTES
PARTI SOCIALISTE / PLACE
PUBLIQUE
NOUVELLE DONNE

ÉVALUATION DES 10 PROGRAMMES



LISTE RASSEMBLEMENT NATIONAL CONDUITE PAR JORDAN BARDELLA



DIRECTIVE ANTICORRUPTION



Enjeu absent du programme

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Enjeu absent du programme

DÉFENDRE L'ETAT DE DROIT



Enjeu absent du programme

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



Enjeu absent du programme

DIRECTIVE LOBBYING



Enjeu absent du programme

SOUTENIR L'UKRAINE ET
SANCTIONNER LA RUSSIE



Le RN s'est opposé aux sanctions depuis février 2022

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT



Le programme rejette tout élargissement

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Enjeu absent du programme



LISTE RECONQUÊTE CONDUITE PAR MARION MARÉCHAL

TRÈS
INSATISFAISANT

DIRECTIVE ANTICORRUPTION



Enjeu absent du programme. Le programme prévoit l'abrogation des directives CSRD (responsabilité extra-financière) et CSDD (devoir de vigilance des multinationales.) et CSDD (devoir de vigilance des multinationales)

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Enjeu absent du programme

DÉFENDRE L'ÉTAT DE DROIT



Le programme conteste à la Commission son rôle de « gardienne des traités »

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



Enjeu absent du programme

DIRECTIVE LOBBYING



Enjeu absent du programme

SOUTENIR L'UKRAINE ET SANCTIONNER LA RUSSIE



Enjeu absent du programme. Les mots « Ukraine » et « Russie » ne figurent pas dans le document programme

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT



Le programme rejette tout élargissement

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Le Qatargate est interprété comme une entreprise d'islamisation





LISTE LES REPUBLICAINS CONDUITE PAR FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY

TRÈS
INSATISFAISANT

DIRECTIVE ANTICORRUPTION

- Le Parti populaire invoque le principe de subsidiarité pour s'opposer à une législation européenne en matière de corruption. Le programme cite la lutte contre la criminalité comme une compétence des Etats

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE

- Enjeu absent du programme

DÉFENDRE L'ETAT DE DROIT

- Enjeu absent du programme

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Enjeu absent du programme

DIRECTIVE LOBBYING

- Enjeu absent du programme

SOUTENIR L'UKRAINE ET SANCTIONNER LA RUSSIE

- Le soutien à l'Ukraine fait partie des fondamentaux du programme, mais la question de l'efficacité des sanctions n'est pas abordée

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT

- Le programme écarte tout élargissement sans consolidation. L'Etat de droit n'apparaît pas comme un critère

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE

- Enjeu absent du programme



LISTE RENAISSANCE CONDUITE PAR VALÉRIE HAYER



DIRECTIVE ANTICORRUPTION



Enjeu absent du programme

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Enjeu absent du programme

DÉFENDRE L'ÉTAT DE DROIT



Enjeu absent du programme

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



La proposition n°38 vise la protection du droit à une information juste et impartiale

DIRECTIVE LOBBYING



Enjeu absent du programme

SOUTENIR L'UKRAINE ET
SANCTIONNER LA RUSSIE



Les parlementaires européens ont voté les sanctions. L'enjeu de l'efficacité des sanctions n'est pas évoqué dans le programme

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT

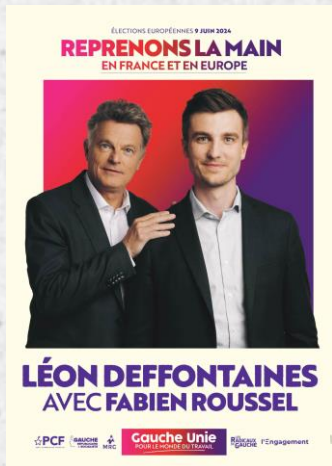


Paradoxalement, l'enjeu n'est pas évoqué alors que le Président de la République a pris des positions fortes

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Enjeu absent du programme



LISTE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS CONDUITE PAR LÉON DEFFONTAINES

INSATISFAISANT

DIRECTIVE ANTICORRUPTION



Le renforcement de la directive devoir de vigilance en associant salariés et citoyens pour responsabiliser les entreprises

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Le programme ne prévoit qu'une lutte effective contre l'évasion fiscale au niveau mondiale (ONU), contre les paradis fiscaux au sein de l'UE

DÉFENDRE L'ETAT DE DROIT



Le programme développe un souverainisme juridique peu compatible avec la défense collective de l'Etat de droit

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



Enjeu absent du programme

DIRECTIVE LOBBYING



Enjeu absent du programme

SOUTENIR L'UKRAINE ET SANCTIONNER LA RUSSIE



Le programme prévoit une coalition pour la paix en Ukraine ni les sanctions ni leur renforcement

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT



Le programme est très critique de l'élargissement visant la corruption endémique et les déficiences de l'Etat de droit. Contre une adhésion bâclée. L'élargissement n'est pas une perspective raisonnable

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Enjeu absent du programme



LISTE ÉCOLOGIE POSITIVE & TERRITOIRES CONDUITE PAR YANN WEHRLING

ASSEZ
SATISFAISANT

DIRECTIVE ANTICORRUPTION



Directive sur l'intégrité de la démocratie et extension de la compétence du parquet européen

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Pour contrecarrer le crime organisé en Europe, le programme prévoit des enquêtes portant sur les activités de soutien (blanchiment et corruption) et des coopérations européennes

DÉFENDRE L'ÉTAT DE DROIT



Enjeu absent du programme

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



Enjeu absent du programme

DIRECTIVE LOBBYING



L'encadrement du pantouflage est la seule question évoquée.

SOUTENIR L'UKRAINE ET
SANCTIONNER LA RUSSIE



Le soutien à l'Ukraine est clair, mais la question spécifique des sanctions n'est pas abordée

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT



Enjeu absent du programme

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Création d'un organe éthique indépendant. Incompatibilités. Création d'un observatoire de l'intégrité



LISTE NOUVELLE DONNE CONDUITE PAR PIERRE LARROUTUROU

TRÈS
SATISFAISANT

DIRECTIVE ANTICORRUPTION



Renforcer les compétences du Parquet européen pour le rendre compétent sur les questions de corruption

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Lutte contre les paradis fiscaux européens.

DÉFENDRE L'ETAT DE DROIT



Conditionnalité budgétaires et sanctions systématiques des Etats membres en cas de manquement.

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



Limiter la concentration des médias et supprimer la directive sur le secret des affaires. Protéger les lanceurs d'alerte.

DIRECTIVE LOBBYING



Renforcement du Registre de transparence et empreinte législative.
Interdiction des voyages et des cadeaux. Encadrer les activités parallèles et les reconversions.

SOUTENIR L'UKRAINE ET SANCTIONNER LA RUSSIE



Soutien à l'Ukraine sur la base d'un rapport de force. Les sanctions ne sont pas mentionnées.

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT



Intégration progressive en fonction d'objectifs. Attitude très claire et très exigeante.

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Formation obligatoire pour les députés en matière d'éthique. Création d'un office de la transparence et de l'éthique (contrôles et sanctions)



LISTE DE LA FRANCE INSOUMISE CONDUITE PAR MANON AUBRY

TRÈS
SATISFAISANT

DIRECTIVE ANTICORRUPTION



La rhétorique (« il est temps de faire le ménage ») n'est pas accompagnée de mesure législative spécifique sur la corruption

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Le programme cible l'évasion fiscale qui croise en partie l'enjeu du blanchiment avec la création d'un registre européen global des actifs. Réglementer les intermédiaires. Renforcer la directive sur les sociétés écrans

DÉFENDRE L'ÉTAT DE DROIT



Renforcer le contrôle et les sanctions de la Commission. Défendre le rôle du Conseil de l'Europe, de sa Commission de Venise et de la CEDH

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



Mesures contre la concentration dans les médias. Protection du secret de sources. Le programme prévoit l'abrogation de la directive sur le secret des affaires. Renforcer la protection des lanceurs d'alerte.

DIRECTIVE LOBBYING



La rhétorique « chasser les lobbies » est accompagné de mesures concrètes. Renforcer le Registre de transparence de l'Union européenne (obligation, moyens de contrôle). Publication de l'empreinte législative. Règles strictes contre les lobbys fossiles

SOUTENIR L'UKRAINE ET SANCTIONNER LA RUSSIE



Le programme vise le soutien à l'Ukraine sans mentionner les sanctions

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT



Refus de tout élargissement sans harmonisation écologique, sociale et des droits humains

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Commission d'enquête sur le Qatargate. Renforcement du cadre éthique européen. Création d'une autorité éthique indépendante



LISTE DU PARTI SOCIALISTE / PLACE PUBLIQUE CONDUITE RAPHAËL GLUCKSMANN



DIRECTIVE ANTICORRUPTION



Directive atteinte aux intérêts démocratiques de l'Union européenne avec extension des compétences de l'OLAF et du Parquet européen

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Porter une législation permettant de traquer les citoyens prête-noms et les sociétés écrans, ainsi que la confiscation et la restitution des biens mal acquis. Création d'un cadastre financier européen

DÉFENDRE L'ETAT DE DROIT



Conditionner les aides. Création d'un défenseur des droits européen. Renforcer la procédure de sanction pour les Etats défaillants

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



Mesures contre la concentration dans les médias. Protection du secret de sources. Le programme prévoit l'abrogation de la directive sur le secret des affaires. Renforcer la protection des lanceurs d'alerte

DIRECTIVE LOBBYING



Pas de directive, mais des interdictions claires.

SOUTENIR L'UKRAINE ET SANCTIONNER LA RUSSIE



Saisie des avoirs russes et renforcement des sanctions. Régime de sanction plus large que la Russie

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT



L'élargissement est présenté comme une nécessité sans problématiser la question.

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Commission d'enquête sur le Qatargate. Renforcement du cadre éthique européen. Création d'une autorité éthique indépendante



LISTE DES ECOLOGISTES CONDUITE PAR MARIE TOUSSAINT



DIRECTIVE ANTICORRUPTION



Le programme propose une directive d'atteinte aux intérêts démocratiques de l'UE avec l'extension de la compétence de l'OLAF et du parquet européen

LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE



Le programme aborde uniquement la lutte contre l'évasion fiscale (suppression des paradis fiscaux et responsabilité des intermédiaires)

DÉFENDRE L'ETAT DE DROIT



Le programme prévoit la création d'un défenseur des droits, le renforcement du rapport annuel sur l'Etat de droit et le renforcement de la procédure d'infraction contre les Etats-membres

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE



Statut européen des associations et soutien public aux associations. Directive sur le droit à l'information et la concentration dans les médias. Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte. Compléter la directive contre les procédures-baillons. Renforcer le media freedom act

DIRECTIVE LOBBYING



Renforcer la réglementation dans l'UE, mais sans directive à l'échelle de l'UE

SOUTENIR L'UKRAINE ET SANCTIONNER LA RUSSIE



Renforcer les sanctions et préparer la reconstruction

ÉLARGISSEMENT EXIGEANT



Soutenir les candidats dans leur convergence démocratique

TIRER LES LEÇONS DU QATARGATE



Commission d'enquête sur le Qatargate. Renforcement du cadre éthique européen. Création d'une autorité éthique indépendante



Elections européennes, 9 juin 2024

Evaluation des programmes



#Transparence #Intégrité #Anticorruption